

Analyse situationnelle sur les défis spécifiques liés à l'exploitation et l'abus sexuels des garçons

NIGER

Août 2025



ECPAT International tient à remercier toutes les personnes impliquées dans cette recherche au Niger.

Équipe de recherche de l'Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la prévention du crime: Guissa Yahaya, Ali Boubacar et Saley Garba.

ECPAT International: Morgana D'Amico, Andrea Varrella, Francesco Cecon, Willy Buloso et Sendrine Constant.

Citation suggérée: ECPAT International. (2025). Analyse situationnelle sur les défis spécifiques liés à l'exploitation et l'abus sexuels des garçons au Niger.

ECPAT tient à remercier le Fonds pour la Société Civile du ministère des Affaires étrangères de la République d'Irlande pour le soutien qu'il a apporté à la réalisation de cette publication.

ECPAT remercie également l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) et la Fondation Oak pour le soutien financier apporté à ses objectifs organisationnels généraux.

Les opinions exprimées dans ce document n'engagent qu'ECPAT International. Le soutien de ces donateurs ne constitue pas une approbation des opinions exprimées. Les idées, opinions et commentaires qui y figurent sont entièrement ceux des auteurs.

Conception graphique: Eduart Strazimiri

Illustrations by: [Rewire](#)

Publié par:

ECPAT International

328/1 Phaya Thai Road, Ratchathewi,
Bangkok 10400, Thaïlande.

Téléphone: +66 2 215 3388 | Courriel: info@ecpat.org

Site web: www.ecpat.org



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
Méthodologie	2
Limites et défis de la recherche	3
QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES NORMES DE GENRE AU NIGER	5
Normes de genre et conception de la masculinité	5
Discrimination envers les diversités d'orientation sexuelle et de genre, et lien avec les violences faites aux garçons	7
EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS DES GARÇONS AU NIGER	8
Risques identifiés et facteurs facilitant l'exploitation et l'abus sexuels des garçons	8
Tendances relatives à l'exploitation et aux abus sexuels des garçons	10
Rôle de la technologie	11
SERVICES ET STRATÉGIES DE RÉPONSE À L'EXPLOITATION ET À L'ABUS SEXUELS AU NIGER	13
Dispositifs et services existants pour les garçons victimes et/ou survivants d'exploitation et abus sexuels	13
Limites et barrières à l'accompagnement et au soutien aux garçons victimes et/ou survivants	14
Contraintes financières et d'ordre organisationnel	14
Barrières socio-culturelles	14
RECOMMANDATIONS	16



INTRODUCTION

Le projet “Ensemble” est une initiative conjointe sur trois ans (2022-2025) d'ECPAT et des partenaires nationaux Monde Des Enfants (Guinée); SOS Violences Sexuelles et Communauté Abel (Côte d'Ivoire); Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance et KEOOGO (Burkina Faso); et Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la prévention du crime (Niger). La cible géographique du programme est l'Afrique de l'Ouest francophone, notamment le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Niger.

Dans la troisième année du projet, ECPAT International et ses partenaires ont mené une recherche ayant pour objectif de fournir une compréhension contextualisée de l'exploitation sexuelle des garçons, en mettant l'accent sur les perceptions au sein des communautés locales, les facteurs qui exposent les garçons à des risques accrus, ainsi que les besoins en matière de prévention, de protection et de services d'aide. Les résultats de cette recherche ont été consolidés dans ce rapport et informeront les actions de plaidoyer et les interventions de suivi du projet.

MÉTHODOLOGIE

La présente analyse situationnelle est le résultat d'un processus de recherche qui comporte cinq activités: une revue de la littérature (y compris une analyse des médias locaux); une cartographie des services existants pour les garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels; des entretiens avec des travailleurs-euses de première ligne; des consultations avec des membres de communautés locales; et des consultations avec des garçons.

Un ensemble d'entretiens avec dix travailleurs-euses de première ligne des régions de Niamey, Tillabéry, Dosso et Agadez a permis de recueillir des perspectives précieuses sur le contexte, la réponse existante à l'exploitation et aux abus sexuels des garçons, ainsi que les défis et les opportunités pour fournir des services de qualité aux garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels au Niger. Les travailleurs-euses qui se sont rendus disponibles pour les entretiens étaient des travailleurs-euses sociaux-les, des gestionnaires et des responsables de centres de transit et d'orientation, de structures d'accueil pour enfants en difficulté ou sans protection parentale, et de centres pour enfants et jeunes travailleurs. Ces structures couvrent différents volets d'intervention, notamment la santé physique et mentale, le soutien socio-économique et les moyens de subsistance, l'hébergement, l'éducation formelle, la formation professionnelle et le soutien juridique.

Deux consultations ont été organisées avec deux groupes de membres de communautés locales à Niamey. En tout, 24 participant-e-s (17 hommes et 7 femmes) ont pris part à ces sessions. Ces personnes, âgés de 20 à 50 ans, étaient principalement des enseignants, des membres des comités de gestion des écoles, des leaders communautaires, des chefs de quartier et des adultes ayant des enfants à charge.

Deux consultations ont été organisées à Niamey avec la participation de 24 enfants, dont 18 garçons et 6 filles. Âgés de 15 à 18 ans pour le premier groupe, ces enfants proviennent de milieux variés et de zones

marginalisées, tant urbaines que rurales. Le groupe comprenait à la fois des enfants scolarisés et non scolarisés. Pour le deuxième groupe, les enfants ont été sélectionnés par les responsables des établissements scolaires et des centres d'accueil, en concertation avec les parents. Il s'agit de jeunes déjà impliqués dans des programmes en cours, reconnus pour leur engagement et leur leadership au sein de leurs écoles ou centres respectifs. Au cours des consultations, ces enfants ont partagé leurs perceptions, opinions et expériences concernant leur vécu quotidien, les attentes sociales liées à leur genre et les défis auxquels ils sont confrontés dans leur environnement familial et communautaire.

Un atelier de consultation nationale a été organisé à Niamey le 19 juin 2025, avec pour objectif de discuter et valider les résultats préliminaires de la recherche. Cet atelier a réuni les représentants d'institutions publiques, d'organisations non gouvernementales internationales et nationales et d'organisations de la société civile, ainsi que des spécialistes du secteur de la protection de l'enfance.

Dans le cadre de cette étude, le terme *“survivant”* est utilisé pour désigner les enfants, et notamment les garçons, confrontés à l'exploitation et aux abus sexuels. Ce choix traduit une volonté d'adopter un langage qui reconnaît l'autonomie et la résilience des personnes concernées. Il permet également d'éviter le terme *“victime”*, – qui demeure utilisé dans certains contextes, notamment celui de la justice pénale, où il peut être plus approprié. Cependant, il est essentiel de souligner l'importance de permettre aux enfants et aux jeunes de définir eux-mêmes la manière dont ils souhaitent que leur expérience soit décrite. Dans la mesure du possible, il est toujours préférable de

demander aux personnes concernées comment elles souhaitent être désignées, conformément aux recommandations du Guide de Terminologie pour la Protection des Enfants contre l'Exploitation et l'Abus Sexuels.¹

LIMITES ET DÉFIS DE LA RECHERCHE

Face au manque de données disponibles sur le sujet, cette recherche a été menée dans le but de combler cette lacune. Cette insuffisance d'informations a constitué un défi majeur tout au long des travaux: si de nombreuses sources traitent de la situation des enfants au Niger, elles se concentrent principalement sur le mariage forcé et la traite des êtres humains. En revanche, il n'existe quasiment aucune étude ou rapport spécifiquement consacré à l'exploitation et aux abus sexuels subis par les garçons.

Cette situation est due, au moins en partie, à l'invisibilisation des violences sexuelles envers les garçons et les tabous qui existent autour de ce sujet. Comme ce rapport le démontre, l'abus et l'exploitation sexuels des garçons ne sont pas généralement discutés de manière ouverte, et font souvent l'objet de déni, tant de la part des garçons que des familles et communautés autour d'eux.

Les chercheurs de l'équipe locale ont d'ailleurs rencontré des difficultés dans l'accès aux centres et structures d'accueil où les travailleurs·euses interrogé·e·s travaillaient, à cause de procédures d'accès longues et compliquées. De plus, le refus de certaines travailleurs·euses d'être enregistrés pendant les entretiens a rendu plus difficile l'élaboration des notes.

L'absence d'information détaillée et de prise en charge de ces violences de la part de

¹ Interagency Working Group on Sexual Exploitation. (2025). Terminology Guidelines for the Protection of Children from Sexual Exploitation and Sexual Abuse. Section P. 140.

différents acteurs impacte également la manière de comprendre et de traiter les concepts: dans un contexte où la violence sexuelle envers les garçons est peu reconnue et encore moins abordée, la distinction entre abus et exploitation n'est pas toujours précise. Il est plus courant de

parler de violences ou d'abus de manière plus générale.



→ QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES NORMES DE GENRE AU NIGER

NORMES DE GENRE ET CONCEPTION DE LA MASCULINITÉ

La revue de littérature a mis en évidence l'existence de tabous persistants et de fortes réticences à aborder les questions liées à la sexualité en Afrique de l'Ouest, notamment au Niger. Ces barrières socioculturelles entravent fréquemment les échanges sur des thématiques sensibles, telles que les risques d'abus et d'exploitation sexuels, et ce, de manière encore plus marquée lorsqu'il s'agit des garçons.² Ce type de limitations peut exposer les enfants à des risques accrus, dans la mesure où ils se retrouvent parfois démunis face à des menaces qu'ils ne sont pas toujours en mesure d'identifier comme telles.

Malheureusement, les recherches récentes se focalisant sur le Niger sont très limitées, mais des références plus anciennes offrent néanmoins un point de départ significatif pour comprendre la construction de la masculinité dans le pays. Selon une analyse menée par le gouvernement et l'UNFPA en 2015, cette construction repose sur la violence: la virilité y est associée au pouvoir et au contrôle, ce qui fait que les hommes et les garçons ne peuvent accepter des sensations d'impuissance, d'insécurité, ou même de douleur et de peur, face auxquelles ils ont tendance à réagir par la violence ou à les réprimer.³ Même si les enfants participants aux consultations dans

le cadre de ce projet n'ont pas particulièrement fait allusion à la violence comme stratégie de réponse à un sentiment de mal être, ils ont au moins partiellement reconfirmé la validité de cette analyse: selon eux, les caractéristiques que l'on associe plus fréquemment aux garçons sont la force, le courage, mais aussi le mensonge, la délinquance, la consommation de drogue et la *"drague"*; restituant ainsi une image de stabilité et fiabilité, mais aussi d'agressivité et déviance. Ces aspects liés à la responsabilité et à l'agressivité se retrouvent également dans les attentes que les garçons perçoivent de la part de la société à leur égard: invités à réfléchir sur ce que signifie *"être un garçon"* dans leur société, ils ont évoqué *"les activités agricoles et pastorales"*, *"les fonctions religieuses"*, et des responsabilités telles qu' *"aller à la guerre"* ou le *"travail forcé"*. Dès leur plus jeune âge, les garçons s'identifient à des rôles d'autorité, de guidance spirituelle et de soutien économique pour la famille. Cela se reflète dans les propos d'un membre d'une communauté locale, qui considère par exemple la réussite scolaire comme une obligation des garçons, car ils sont censés *"réussir pour toute la famille"*. Les enfants estiment également qu'on attend d'eux qu'ils fassent preuve d'endurance face à des contextes marqués par la violence et l'oppression, tels que la guerre ou le travail forcé.

² Save the Children (2024). Adolescent Transition in West Africa Endline Evaluation Brochure | Save the Children's Resource Centre

³ République du Niger et UNFPA (2015). UNFPA Niger | Ampleur et Déterminants des Violences Basées sur le Genre au Niger

Les membres adultes des communautés locales ont été interrogés sur les attentes qu'ils nourrissent à l'égard des garçons, ainsi que sur leur perception de l'éducation des enfants, en particulier à travers une comparaison entre les expériences des filles et celles des garçons. Leur degré d'adhésion ou de désaccord vis-à-vis de certaines idées reçues et normes de genre a été exploré lors d'un exercice au cours duquel ils ont été invités à réagir à des affirmations proposées par les chercheurs. La quasi-totalité des participant·e·s consulté·e·s a confirmé l'injonction *"les garçons sont forts et ne doivent pas pleurer"*, certains précisant même que pleurer est un signe de faiblesse. Ils ont également exprimé leur accord avec l'affirmation que les garçons sont *"naturellement moins émotifs que les filles"*. La grande majorité d'entre eux a en outre considéré que *"les garçons doivent faire preuve de bravoure en toute circonstance"* et que *"les adolescents sont potentiellement dangereux"*; et la plupart pense que les garçons *"doivent préserver l'honneur familial en transmettant le nom"*. Les chercheurs locaux ont confirmé que *"ces représentations sont souvent transmises de génération en génération, sans remise en question, car elles sont perçues comme des repères structurants de l'identité masculine."*

D'après les enfants, les adultes et les travailleurs·euses de première ligne consulté·e·s, les attentes sociales vis-à-vis des garçons portent donc beaucoup sur la force, la bravoure et le rôle de pourvoyeurs et de protecteurs que le garçon, futur homme, doit jouer dans la famille et dans la communauté. Toutefois, les membres des communautés locales ont eux-mêmes reconnu, au cours des consultations, que ces croyances et pressions sociales conduisent les garçons à réprimer leurs émotions, à assumer des responsabilités de manière précoce dans certains cas, avec, à terme, des répercussions psychologiques significatives. L'incapacité du garçon à se

conformer aux attentes, ou le refus d'endosser le rôle social qui lui est assigné, peut entraîner des sanctions telles que la punition, l'isolement ou l'humiliation. Selon un parent:

"être un garçon, c'est devoir décider tôt de son avenir, sans toujours avoir le droit à l'erreur".

De manière similaire, plusieurs travailleurs·euses interrogé·e·s ont souligné que l'on s'attend encore trop souvent à ce que les garçons se protègent eux-mêmes. Cette attente peut entraîner des conséquences graves, tant sur le plan de leur sécurité physique que sur celui de leur bien-être émotionnel, en leur imposant une responsabilité qui devrait incomber aux adultes – parents, communauté et État – chargés de protéger tous les enfants. En effet, cette attitude familiale, communautaire et sociale peut empêcher les enfants de s'avouer en difficulté ou de demander de l'aide, par crainte d'être considérés comme faibles, incapables de soutenir ou de se protéger eux-mêmes ou leurs proches. À la suite de l'exercice, les membres des communautés locales ont discuté entre eux et avec les chercheurs des considérations partagées et des risques encourus par les garçons ainsi que des pressions sociales traditionnellement exercées sur eux. Une participante aux consultations a d'ailleurs mentionné le mal-être psychologique que certains garçons ressentent mais dont ils n'oseraient pas parler, par crainte d'être jugés. La discussion a permis de remettre en question certaines règles et traditions ou de les analyser avec un regard plus critique, ce qui a conduit les participant·e·s à débattre des besoins réels des enfants. Finalement, les participant·e·s ont reconnu que les

conditions fondamentales nécessaires pour garantir une enfance heureuse et sécurisée sont en réalité les mêmes pour les garçons et les filles.

DISCRIMINATION ENVERS LES DIVERSITÉS D'ORIENTATION SEXUELLE ET DE GENRE, ET LIEN AVEC LES VIOLENCES FAITES AUX GARÇONS

Les normes de genre, les croyances religieuses et les traditions de la société nigérienne impactent également l'attitude envers les personnes LGBTIQ+ : des opinions divergentes sur les relations non hétéronormatives ont émergé de manière transversale dans toutes les données collectées et parmi les participant·e·s interrogé·e·s, et celles-ci montrent une interrelation forte avec la posture que la société adopte face à l'exploitation et les abus sexuels subis par les garçons.

Quant aux articles et contenus médiatiques examinés dans le contexte de cette étude, on peut remarquer une tendance à présenter l'homosexualité comme une “*déviante*”,⁴ “*abomination*”⁵ ou même un secte pourvue d’“*adeptes*”⁶. De plus, les médias ont fait état de discussions en cours sur la pénalisation des relations homosexuelles au Niger avec pour but invoqué de refléter les croyances religieuses du pays.⁷ Même si les relations homosexuelles entre adultes ne sont pour l'instant pas clairement pénalisées, les actes sexuels sur un individu du même sexe de moins de 21 ans sont punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans, et

d'une amende de 10 000 à 100 000 francs CFA.⁸ Le fait que ces actes soient qualifiés de “*contre nature*” dans le Code pénal peut exposer à un risque de stigmatisation non seulement les personnes homosexuelles de moins de 21 ans ayant des relations consensuelles, mais également les enfants victimes de violences sexuelles commises par une personne du même sexe, lesquels peuvent eux aussi être discriminés et, par conséquent, dissuadés de signaler les faits.

Certains des travailleurs-euses interrogé·e·s sont d'ailleurs revenus sur le sujet de l'orientation sexuelle, en affirmant que parmi les attentes que les familles et la société nigériennes ont sur les garçons on trouve le fait de se marier, de former une famille, et tout simplement de se conformer à une orientation hétérosexuelle. Une étude réalisée en 2023 par Equaldex a rapporté que 94,2% des personnes enquêtées ne voudraient pas avoir de voisins homosexuels,⁹ ce qui démontre la perception généralement négative de l'homosexualité au Niger. Un travailleur social a mentionné la “*mode LGBT*”, portée principalement par des “*institutions étrangères*” comme une des motivations derrière les cas d'abus et d'exploitation sexuels des garçons. De même, un professionnel d'un centre de transit de Niamey a soutenu la nécessité de censurer tous les programmes de télévision “*à caractère homosexuel*”, ajoutant que les garçons ayant subi exploitation et abus sexuels sont souvent signalés comme homosexuels, ce qui leur fait craindre une forte stigmatisation, ou même des représailles.

⁴ Stop Homophobie (2023). [Le Niger s'apprête à criminaliser l'homosexualité, prévoyant jusque la peine capitale pour le “mariage gay”.](#)

⁵ Niger Inter (2022). [L'homosexualité : une réalité sociale au Niger!](#)

⁶ *Ibid.*

⁷ Stop Homophobie (2023). [Le Niger s'apprête à criminaliser l'homosexualité, prévoyant jusque la peine capitale pour le “mariage gay”.](#)

⁸ République du Niger (2018). Code Pénal. Article 282.

⁹ Equaldex (2023). [LGBT Rights in Niger.](#)

EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS DES GARÇONS AU NIGER

RISQUES IDENTIFIÉS ET FACTEURS FACILITANT L'EXPLOITATION ET L'ABUS SEXUELS DES GARÇONS

Lors des différentes étapes de collecte des données pour cette analyse situationnelle, une attention particulière a été accordée à l'identification des facteurs de risque pour les garçons, qu'il s'agisse des lieux qu'ils fréquentent, de leur situation socio-économique ou familiale, ou encore des aspects structurels de la société dans laquelle ils vivent. Les risques identifiés ne se limitent pas à l'exploitation et aux abus sexuels; en réalité, ceux-ci peuvent parfois apparaître comme secondaires, certains facteurs jouant plutôt un rôle aggravant en augmentant l'exposition globale aux risques.

La revue de littérature conduite indique qu'au Niger, toutes formes d'exploitation confondues, les femmes en sont les principales victimes.¹⁰ Toutefois, l'exploitation des garçons à travers la mendicité est plus fréquente que celle des filles (ils représentent 62% du total des victimes de ce crime selon l'OIM),¹¹ et la mendicité peut très facilement constituer une porte d'entrée pour d'autres formes d'exploitation, notamment dans le cadre de la prostitution. D'après le même rapport, dans le contexte du trafic d'êtres humains vers la Lybie, des témoignages de victimes emprisonnées dans des "*prisons informelles*" ont dénoncé l'utilisation de la

violence sexuelle sur les hommes comme forme de contrainte adoptée par les trafiquants pour contrôler leur comportement, mouvements ou réprimer des tentatives de réaction.¹² Les contextes de migration ainsi que les situations de traite des enfants peuvent donc poser des risques additionnels d'exploitation et d'abus sexuels.

En effet, les travailleurs-euses de terrain ont mentionné à plusieurs reprises que le fait pour un garçon d'être en situation de mobilité, en particulier s'il est non accompagné, constitue un facteur de risque important. La mendicité a été également signalée comme une situation dangereuse pouvant mener à l'exploitation dans la prostitution. Les enfants consultés dans le cadre d'un exercice d'identification des facteurs de risques et de protection auxquels ils sont exposés à différents niveaux (individuel, familiale, communautaire, institutionnel, structurel) ont identifié la traite et la prostitution comme des "*risques majeurs*". Selon les travailleurs-euses interrogé-e-s, d'autres situations exposent particulièrement les garçons au risque d'abus ou d'exploitation sexuelle. Il s'agit notamment du travail sur les sites d'orpaillage ou dans d'autres secteurs informels, de la vie en situation de rue, ainsi que de la négligence familiale ou de contextes marqués par la pauvreté et un accès limité à l'éducation. Au cours des échanges avec les membres des

¹⁰ Organisation Internationale des Migrations (2022). An IOM perspective on human trafficking in Niger: profiles, patterns, progress.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

communautés locales, l'instabilité économique a été associée à un affaiblissement des structures familiales traditionnelles. Selon leur perspective, cette situation oblige les garçons à assumer leur autonomie plus tôt qu'auparavant, sans disposer des connaissances ni de la conscience nécessaires pour identifier les risques auxquels ils sont exposés. Les enfants consultés ont évoqué les lieux de loisir et la rue comme augmentant le risque d'exploitation et d'abus sexuels, mais ils ont également évoqué le rôle important que la situation familiale joue dans l'augmentation ou la diminution de l'exposition aux risques. Ils ont mentionné plusieurs situations jugées à risque: le décès d'un parent, des difficultés financières, la négligence des parents, l'insécurité alimentaire, et l'absence d'encadrement éducatif. Cette dimension a d'ailleurs été complémentée par l'identification d'autres facteurs de risque à des niveaux plus systémiques, tels que la marginalisation sociale, caractérisée par le manque d'infrastructures et l'absence de centres de formation.

De manière générale, tant les adultes que les enfants participant·e·s ont reconnu l'existence du risque d'abus sexuel. Toutefois, les groupes d'adultes estiment que ce risque est rarement signalé, tandis que les enfants perçoivent qu'il touche davantage les filles. Les garçons, quant à eux, seraient plus fréquemment exposés à d'autres formes de vulnérabilité, telles que la délinquance, le travail forcé et la consommation de drogues. Cet aspect résonne dans l'observation d'un travailleur social qui met l'accent sur la différence de contrôle parental et social opéré sur les garçons par rapport aux filles, ce qui fait que les garçons sont plus libres de leurs actions, mais par conséquent font aussi beaucoup moins l'objet de supervision.

En ce qui concerne les lieux perçus comme dangereux ou particulièrement à risque d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre des garçons, les travailleurs·euses ont cité les lieux de détention, y compris les maisons d'arrêt et les *"quartiers des mineurs"*.¹³ Cette perception a été notamment partagée par les travailleurs·euses de première ligne qui ont dit recevoir un nombre important de garçons ayant subi des abus sexuels provenant de ces structures. Les membres des communautés locales ont pour leur part exprimé une certaine préoccupation concernant l'école, parfois perçue davantage comme un lieu de violence et de harcèlement entre pairs que comme un espace de formation. D'autres lieux, tels que les terrains de sport et les marchés, ont également été mentionnés comme présentant des risques pour les garçons.

Toutefois, un encadrement éducatif clair est aussi vu, par les enfants, comme un facteur de protection face aux risques d'exploitation et d'abus sexuels. Les risques d'abus sexuels ont aussi été identifiés comme particulièrement présents dans les quartiers abritant des communautés pauvres ou vulnérables, dans les quartiers urbains, notamment en raison de l'absence de services sociaux et de la présence d'activités illicites.

Le poids de la responsabilité de la victimisation est parfois placé sur les survivants eux-mêmes. Certains travailleurs·euses de première ligne ont en effet rapporté que les garçons devraient faire preuve d'un *"comportement exemplaire"* pour éviter les risques d'exploitation ou d'abus sexuels. D'autres participant·e·s ont souligné que la société perçoit souvent le comportement des garçons comme une forme de *"provocation"*, ou encore une volonté de vivre *"au-dessus de leurs moyens"* qui serait à l'origine de l'exploitation et des abus

¹³ Le quartier des mineurs est un espace séparé à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire, réservé aux enfants ou adolescents en conflit avec la loi.

sexuels auxquels les garçons peuvent être exposés. Dans ce contexte, le lieux de divertissement et de rencontre des garçons, tels que les vidéoclubs, bars, hôtels et *fadas*¹⁴ ont été identifiés comme les endroits où ils sont particulièrement exposés aux risques.

TENDANCES RELATIVES À L'EXPLOITATION ET AUX ABUS SEXUELS DES GARÇONS

Grâce aux entretiens et aux consultations avec les participant·e·s, les chercheurs ont pu approfondir le sujet de l'exploitation et des abus sexuels contre les garçons, ainsi que les tabous autour de ce thème malgré le manque de recherche et de statistiques officielles. Plusieurs ont ainsi reconnu que les cas sont souvent volontairement passés sous silence par peur des réactions négatives.

Néanmoins, l'expérience, bien que très localisée, des travailleurs·euses de première ligne a permis d'identifier quelques tendances générales. Ils·elles ont fourni des estimations variables de la proportion de garçons ayant subi des abus et des exploitations sexuels, allant, selon les travailleurs·euses, d'environ 8 garçons sur 10 par trimestre à 20% des cas totaux. Certains de ces chiffres sont fondés sur le nombre de cas effectivement pris en charge, tandis que d'autres reposent sur des observations menées auprès de groupes à risque, tels que les garçons en situation de rue. Par ailleurs, dans quatre des structures identifiées lors de la cartographie, la proportion de garçons ayant subi une exploitation ou des abus sexuels et accédant à leurs services varie de manière

significative. Elle s'élève à 20% dans les Centres de Transit et d'Orientation à Niamey et Agadez (sur une base de 300 à 400 personnes), à 25% au Centre de Transit des Réfugiés géré par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et l'organisation non gouvernementale Cooperazione Internazionale (sur un total de 160 personnes), et atteint 33% au Centre de Transit et d'Orientation du gouvernement à Niamey (sur un total de 45 personnes).

Les différents participant·e·s ont également évoqué le risque d'exploitation et d'abus sexuels au sein de la famille. Bien que ce sujet n'ait pas été abordé en profondeur, il est souvent revenu lors des discussions.

En revanche, les enfants, après avoir mentionné le viol et l'agression sexuelle parmi les risques auxquels ils sont exposés, ont précisé qu'il s'agit souvent de situations d'exploitation sexuelle impliquant des femmes majeures. Toutefois, ils n'ont pas précisé s'il s'agissait ou non de membres de leur famille. Cela semble révéler, chez les jeunes garçons, une perception selon laquelle l'exploitation sexuelle des garçons serait majoritairement le fait de femmes adultes. Toutefois, cette représentation n'est pas corroborée par les études menées dans d'autres pays au cours des dernières années.¹⁵ Cette perception pourrait s'expliquer par le fait que les abus commis par des hommes touchent à des tabous liés à l'homosexualité, ce qui rend leur reconnaissance et leur prise en compte plus difficiles.

Les garçons consultés ont aussi évoqué l'exploitation dans le cadre de la prostitution parmi les risques auxquels ils sont exposés

¹⁴ Le terme "fada" désigne un groupe de jeunes hommes qui se retrouvent régulièrement dans un même espace pour discuter, souvent autour d'un thé ou d'un café.

¹⁵ À titre d'exemple, voir: Rainn (n.d.). [Children and teens: statistics](#); United States Sentencing Commission (2021). [Quick Facts - Sexual Abuse Offenders](#); Women Refugee's Commission (2020). [Sexual Violence against Men and Boys in Conflict and Displacement: Findings from a Qualitative Study in Bangladesh, Italy, and Kenya](#); African Child Policy Forum (ACPF) & OAK Foundation (2019). [Sexual Exploitation of Children in Africa - A Silent Emergency](#).

au cours de leur vie.¹⁶ Toutefois, l'un des travailleurs-euses interrogé-e-s dans un centre à Niamey a associé cette exploitation à l'orientation sexuelle des garçons et à leur recherche de gains financiers, les rendant ainsi responsables de leur propre exploitation. Selon cette personne, les familles perdraient le contrôle lorsque les garçons *“se prennent en charge dans leur prostitution”*, entrant parfois dans des réseaux avec d'autres garçons de différentes régions. Cette interprétation reflète une tendance répandue à inverser la culpabilité et à blâmer les victimes, sans prendre en compte les contraintes sociales, économiques et les dynamiques de pouvoir qui rendent ces garçons particulièrement vulnérables. Elle contribue également à occulter la responsabilité des adultes et de la société dans leur ensemble de protéger les enfants contre toute forme d'abus et d'exploitation.

L'exploitation des enfants par le travail (notamment dans les sites d'orpaillage comme susmentionné) a aussi été identifiée par certains travailleurs-euses de première ligne comme une des situations directement connectées à l'exploitation sexuelle des garçons. Toutefois, il n'a pas été possible d'identifier s'il s'agissait de cas isolés ou d'actes liés à des réseaux organisés.

Quant aux abus ou à l'exploitation sexuelle perpétrés par des maîtres d'écoles coraniques à l'encontre de garçons, la revue de littérature n'a relevé aucune donnée spécifique à ce sujet pour le Niger; contrairement à d'autres pays de la région couverts par ce projet. Toutefois, certain-e-s travailleurs-euses de première ligne ont rapporté des cas d'abus sexuels commis par

des marabouts,¹⁷ et plusieurs ont identifié les écoles coraniques comme faisant partie des environnements perçus comme particulièrement à risque.

Enfin, un élément important du point de vue culturel a été soulevé: selon les travailleurs-euses interrogé-e-s, des cas d'exploitation et abus sexuels d'enfants, y compris les garçons, existent dans le cadre des pratiques rituelles liées aux croyances ancestrales. Il s'agit de pratiques dans lesquelles certaines personnes, dans le but d'acquérir ou de conserver pouvoir et richesse, consultent des *“féticheurs”* qui prescrivent, dans certains cas, des actes d'abus sexuels sur des enfants, des personnes du même sexe, des animaux ou des personnes atteintes de troubles de l'apprentissage, considérés comme des moyens d'attirer la prospérité et la protection. L'exploitation et l'abus sexuels sont également mentionnées comme des rituels apparemment volontaires pour s'initier à des cultes.¹⁸ Bien que les motivations liées au gain économique tiré de l'exploitation aient été mentionnées, elles n'ont pas été particulièrement accentuées.

Rôle de la technologie

Les questions posées par les chercheurs ont amené aussi bien les membres des communautés que les enfants à s'exprimer sur la technologie et l'internet, ainsi que sur le rôle qu'ils peuvent jouer dans les cas d'exploitation et d'abus sexuels. À ce sujet, les participant-e-s n'ont pas systématiquement établi de distinction entre filles et garçons. Toutefois, ils-elles ont réitéré à plusieurs reprises, à différents moments des consultations ou des

¹⁶ En ce qui concerne l'exploitation d'enfants à travers la prostitution, il n'existe pas de provision criminalisant directement cet acte au Niger. La vente de services sexuels n'est pas criminalisée non plus. Cependant, le proxénétisme et l'incitation à la débauche peuvent être utilisés pour protéger les enfants exploités dans le cadre de la prostitution, et des peines aggravées d'un emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende sont prévues dans le cas où le délit a été commis à l'égard d'un mineur. République du Niger (2018). [Code Pénal](#). Article 292.

¹⁷ Au Niger, comme dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, le terme marabout peut désigner différentes figures selon le contexte: un maître d'école coranique, un guide spirituel ou chef religieux, voire un praticien de rituels mystiques. Dans le cadre des échanges avec les participants, ce terme fait principalement référence aux maîtres des écoles coraniques.

¹⁸ À partir des entretiens et de la revue de littérature, il n'a pas été possible de déterminer précisément la nature de ces pratiques, ni de les relier de manière claire à un culte ou une religion spécifique.

entretiens, que le risque majeur demeure, selon eux-elles, celui encouru par les filles.

Néanmoins, les réseaux sociaux et les applications de rencontres ont été cités par plusieurs participant·e·s comme étant des moyens privilégiés pour cibler les garçons, souvent à travers de faux comptes. Les réseaux sociaux ont été également mentionnés dans les consultations avec les membres des communautés locales comme présentant des risques pour les garçons, notamment en raison de leur influence sur les représentations et la construction de leurs identités: les participant·e·s étaient en effet préoccupés par les modèles de masculinité véhiculés sur les réseaux, qu'ils considèrent parfois comme *"hyper-virils"* et *"déviant"*. Selon eux, ces représentations contribueraient à renforcer, voire à exacerber les normes sociales traditionnelles exerçant déjà une influence déterminante sur la vie des garçons.

Un phénomène spécifique en lien avec la technologie a toutefois été porté à l'attention des chercheurs: ce que certains appellent les *"tontines sexuelles"*. Il s'agit de cagnottes organisées entre enfants, souvent des camarades d'école qui, une fois l'argent nécessaire collecté, se réunissent dans des lieux privés dans le but d'enregistrer puis de diffuser du matériel d'abus sexuel. Sur la base des témoignages des travailleurs, il n'a pas été possible de clarifier si cette pratique se déroule dans le cadre de la prostitution (l'âge des personnes impliquées n'a pas été mentionné), ou si cela se passe dans le cadre d'autres contextes en lien avec l'exploitation sexuelle et la diffusion de matériels d'abus sexuel d'enfants.

La technologie semble donc jouer un rôle dans les dynamiques d'exploitation et

d'abus sexuels. Toutefois, il n'est pas clairement établi si les cas mentionnés font référence à des échanges d'images ou de vidéos dans le cadre de relations sexuelles consenties entre adolescents. L'accès à internet est parfois perçu comme un facteur de risque majeur, au point que le directeur d'une organisation non gouvernementale de soutien aux enfants a suggéré de le limiter pour ces derniers.

Le rôle joué par les réseaux sociaux et internet est aussi lié aux dynamiques urbaines et rurales. Toutefois, les opinions divergent à ce sujet: certain·e·s participant·e·s, notamment les travailleurs·euses de première ligne, considèrent que les risques d'exploitation et d'abus sexuels des garçons sont plus élevés en ville en raison d'un meilleur accès à internet et d'une moindre supervision de la part des parents. D'autres considèrent au contraire que c'est justement dans les villes, où le niveau d'instruction est plus élevé et où l'accès à l'information est plus facile, que les gens ont plus de connaissances et aussi plus de moyens pour protéger les enfants face aux risques d'exploitation et d'abus sexuels.



SERVICES ET STRATÉGIES DE RÉPONSE À L'EXPLOITATION ET À L'ABUS SEXUELS AU NIGER

DISPOSITIFS ET SERVICES EXISTANTS POUR LES GARÇONS VICTIMES ET/OU SURVIVANTS D'EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS

L'absence généralisée d'information sur l'exploitation et les abus sexuels envers les garçons se reflète également dans le manque de données disponibles sur les services de soutien spécialisés. Les centres et structures qui emploient les travailleurs-euses de première ligne interrogé-e-s ne sont pas spécialisés dans la prise en charge d'enfants ayant subi des violences sexuelles. La cartographie des services réalisée n'a pas permis d'identifier de dispositifs ou de mécanismes d'accompagnement spécialisés pour les enfants ayant subi une exploitation ou des abus sexuels en général, et encore moins pour les garçons.

D'après la cartographie, les structures existantes comprennent des centres de prise en charge psychosociale, des services médicaux, et des mécanismes judiciaires. Cependant, leur efficacité varie considérablement selon les régions. Dans les zones rurales et enclavées, l'absence de services adaptés limite grandement la couverture et l'accessibilité. La concentration des services dans les zones urbaines accentue cette inégalité géographique, laissant de nombreux

garçons sans soutien approprié. Deux centres de transit et d'orientation de l'Organisation Internationale des Migrations sont dédiés à une prise en charge des *“jeunes migrants victimes de violences”*. Les travailleurs-euses interrogé-e-s reconnaissent que la disponibilité et la qualité des activités et des services que leurs centres et structures peuvent offrir dans de tels cas sont assez variables.

Les personnes interrogées s'accordent sur le fait que les services à disposition des survivants sont les mêmes pour les filles et les garçons. Ils ont aussi souligné qu'il existe des politiques générales de protection de l'enfance, tel que le Document-cadre de la protection de l'enfant,¹⁹ qui font référence aux conventions internationales signées par le gouvernement nigérien. Ce document-cadre liste les différents organismes, services publics et institutions qui devraient appliquer les dispositions mais ne détaille pas les services ou mesures spécifiques pour les enfants ayant subi exploitation ou abus sexuels.²⁰ Selon les entretiens réalisés, certains programmes incluent l'éducation à la vie familiale, des activités sportives et récréatives, ou encore des formations professionnelles pour les jeunes, mais aucun ne prévoit de dispositions spécifiques liées aux risques d'abus et d'exploitation sexuels. Un travailleur social a toutefois souligné que ces initiatives pourraient

¹⁹ Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (2011). Document-cadre de la protection de l'enfant. République du Niger.

²⁰ *Ibid.*

aisément servir de points d'entrée pour des interventions plus ciblées, notamment en coordination avec les personnes d'influence au niveau communautaire, considérées comme des acteurs clés dans l'élaboration de futures actions.

Même si certaines organisations, notamment celles œuvrant auprès des enfants en conflit avec la loi, ainsi que des organismes internationaux comme l'Organisation internationale pour les migrations, interviennent déjà au sein des communautés, certains travailleurs-euses estiment que ces efforts restent globalement insuffisants, tandis que d'autres déplorent le manque d'initiatives de sensibilisation ciblées auprès des communautés.

Les opinions des professionnels sur les services disponibles divergent: certains estiment que le principal défi est d'assurer la stabilité des financements et affirment que l'expertise et les programmes nécessaires sont déjà en place, tandis que d'autres considèrent qu'il n'existe aucun service de qualité dans le pays et que ceci constitue l'une des limites les plus importantes au niveau national.

LIMITES ET BARRIÈRES À L'ACCOMPAGNEMENT ET AU SOUTIEN AUX GARÇONS VICTIMES ET/OU SURVIVANTS

Contraintes financières et d'ordre organisationnel

Parmi les obstacles auxquels les garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels – ainsi que leurs familles – peuvent être confrontés dans l'accès aux services de soutien, l'aspect financier est souvent mis en avant. Selon le témoignage d'un travailleur social, les coûts associés à la prise en charge des garçons survivants sont souvent une des raisons principales qui limitent l'accès aux soins. Les enfants

consultés ont, eux aussi, pendant l'exercice sur l'identification des facteurs de risque et de protection, évoqué les difficultés d'accès aux soins et à la justice comme un frein à la prise en charge, sans toutefois préciser si ces difficultés sont d'ordre économique ou liées à d'autres facteurs.

Les contraintes budgétaires et d'accès aux financements se traduisent également, selon les travailleurs-euses interrogé-e-s, par une instabilité et une insuffisance des programmes d'aide aux survivants, dans un contexte de sous-effectif dans les structures. Un employé d'un centre de l'Organisation internationale pour les migrations a en effet déploré le manque de personnel au regard de l'intensité des flux migratoires, alors même que les situations de mobilité sont souvent liées à des risques d'exploitation et d'abus sexuels. Parmi les autres limites identifiées figurent le manque de coordination intersectorielle ainsi qu'une couverture géographique insuffisante des services. Trop de structures sont concentrées dans la capitale, laissant ainsi de vastes régions sans services adéquats, notamment en ce qui concerne la présence de spécialistes des violences basées sur le genre et des violences sexuelles. D'autre part, l'absence de personnel masculin formé, de mécanismes d'identification proactifs et de psychologues disponibles pour la prise en charge des garçons a également été soulignée.

Barrières socio-culturelles

Les limitations d'ordre économique et organisationnel sont exacerbées par les obstacles de type socio-culturel que l'on rencontre dans la société nigérienne. D'après la revue de la littérature, la stigmatisation généralisée des personnes s'identifiant comme homosexuelles entrave leur capacité à signaler les actes de violence, de persécution et de discrimination dont elles sont victimes, tandis que les autorités nigériennes ne réagissent pas à ces

incidents lorsqu'ils se produisent. Ce rejet constitue l'une des dimensions du risque auquel sont exposés les garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels, qu'ils soient hétérosexuels ou homosexuels, s'ils choisissent de dénoncer les violences ou de chercher de l'aide.

La pression sociale exercée sur les garçons et les normes de genre mentionnées précédemment représentent une des barrières principales d'accès aux services. Les normes socio-culturelles qui exigent des garçons la force et l'autosuffisance à tout prix rendent très difficile l'identification des cas. Le rejet de la culpabilité sur les garçons empêche également, selon un travailleur social, d'offrir un soutien adéquat, car ils sont doublement victimes: d'exploitation ou d'abus sexuels d'une part, et de discrimination et de rejet social de l'autre. Dans certains cas, cette attitude peut se retrouver chez les professionnels eux-mêmes. D'après deux travailleurs-euses interrogé-e-s, il arrive que certains d'entre eux minimisent parfois les faits. Il arrive également que les garçons survivants soient eux-mêmes dans le déni; selon le responsable d'un centre, ils ne perçoivent souvent pas qu'ils ont été exploités et, de ce fait, ne cherchent pas à recourir aux services d'appui disponibles. Lors de l'exercice d'identification des risques et des facteurs

de protection mené avec les enfants, ces derniers ont en effet souligné qu'il est beaucoup plus difficile pour un garçon, comparé à une fille, de demander ou de recevoir de l'aide. En conséquence, ces situations ne sont souvent pas prises en charge, car elles ne sont pas identifiées et demeurent entièrement invisibles aux services de soutien.

D'après les travailleurs-euses interrogé-e-s, la réaction des familles représente aussi un obstacle majeur à la reconnaissance du phénomène. Elles oscillent généralement entre le déni des faits, la dissimulation avec pour but de préserver l'honneur familial, et plus rarement le soutien à l'enfant. Il existe également un risque que, lorsque l'auteur des faits est une personne influente dans la communauté, les dénonciations soient discréditées ou considérées comme de simples rumeurs. L'un des obstacles majeurs à l'accès aux services de soutien réside souvent dans le désengagement ou le manque de solidarité de la part des familles. Selon certains professionnels, l'enfance est encore perçue comme une phase de la vie où la parole de l'enfant n'est ni pleinement écoutée ni prise au sérieux, en raison de son âge et du manque de discernement et de crédibilité qui lui sont souvent attribués.



RECOMMANDATIONS

Afin de prévenir et de répondre de manière adéquate à l'exploitation et aux abus sexuels envers les garçons, il est essentiel de mettre en place un système de protection de l'enfance solide, bien coordonné entre les différents acteurs, et doté de ressources humaines, techniques et financières suffisantes. Les recommandations suivantes ont été formulées sur la base des recherches menées dans le cadre de ce projet. Les différents participant·e·s aux activités de recherche ont été invité·e·s à formuler des recommandations qui ont été examinées et approfondies lors d'un atelier de consultation nationale tenu à Niamey le 19 juin 2025. Cet atelier a réuni les représentants de diverses agences gouvernementales, organisations non gouvernementales nationales et internationales, et acteurs de la société civile.

Politique et législation

- » Mettre en place des systèmes solides de protection de l'enfance, en commençant par un cadre législatif inclusif et équitable, et la promotion d'une scolarisation et éducation égalitaires, en mettant particulièrement l'accent sur l'intégration des considérations spécifiques au genre dès la petite enfance. Les politiques éducatives doivent promouvoir l'égalité d'accès à un enseignement de qualité pour tous les enfants et intégrer des programmes scolaires qui valorisent la diversité des talents, encouragent l'expression émotionnelle et favorisent la confiance en soi. Pour être efficaces, ces programmes doivent tenir compte des risques spécifiques et des normes sociales qui affectent différemment les garçons et les filles dès leur plus jeune

âge, tels que les pressions liées à la masculinité, la répression émotionnelle ou les attentes en matière de force, afin que chaque enfant se sente en sécurité, respecté et autonome dans le milieu scolaire.

- » Adapter au contexte local et tester des approches holistiques et fondées sur les droits en matière d'éducation relationnelle et sexuelle. Ces approches doivent être adaptées à l'âge des enfants, s'appuyer sur leurs points de vue et leurs perspectives, et être régulièrement mises à jour afin de refléter les nouvelles recherches et tendances.
- » Mettre en place une meilleure régulation des nouvelles technologies. Face au rôle accru d'internet dans les phénomènes d'exploitation et d'abus sexuels, il devient indispensable que les lois nationales intègrent des dispositions spécifiques pour protéger les enfants dans les espaces numériques.

Gouvernance et coordination

- » Renforcer la coordination entre les différents acteurs pour garantir une réponse intégrée et cohérente à la protection de l'enfance. Les enfants eux-mêmes ont identifié comme éléments protecteurs les centres de santé, les écoles, les leaders religieux et communautaires, les ONG et les structures d'accueil pour enfants vulnérables. Il est donc crucial de renforcer ces dispositifs existants, de les intégrer dans une stratégie intersectorielle et de les mobiliser pour des actions concertées de prévention et de sensibilisation.

- » Garantir la gratuité des soins médicaux et des examens nécessaires à la prise en charge des garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels, à toutes les étapes du parcours de protection, quel que soit le lieu d'accueil ou d'intervention concerné. Cela suppose une coordination efficace entre les secteurs de la santé, de la justice et du social.
- » Mettre en place et diffuser des programmes éducatifs à la radio et à la télévision, tout en veillant à ce que les contenus destinés aux enfants ne renforcent pas les biais et stéréotypes fondés sur le genre.
- » Traduire les résultats des recherches et les textes juridiques dans les langues locales afin d'en faciliter l'appropriation par les communautés, et créer ainsi que décentraliser des centres spécialisés pour mieux répondre aux besoins locaux, en évitant que de vastes zones du territoire restent sans couverture adéquate.

Ressources humaines et financières

- » Mettre en place des actions de sensibilisation et des formations pour les travailleurs-euses en contact avec les garçons visant à déconstruire les stéréotypes de genre qui entravent la prise en charge équitable et efficace des survivants, et à promouvoir des modèles alternatifs de masculinité dans lesquels les garçons soient encouragés à demander de l'aide et à établir des relations fondées sur l'empathie et le respect.
- » Prioriser la création de protocoles adaptés, d'espaces sécurisés et l'établissement de partenariats avec des organisations expertes dans ces domaines.
- » Améliorer le financement du secteur via la mobilisation des financements publics nationaux, la diversification des partenariats financiers et la stabilisation des sources de financement, garantissant ainsi la continuité des services et le soutien aux ressources humaines.

Continuum de services

- » Renforcer les mécanismes de protection en prenant en compte tous les espaces fréquentés par les garçons, qu'il s'agisse d'espaces formels comme l'école, ou informels tels que les lieux de loisirs, les quartiers ou les marchés. Cette approche holistique permettrait de repérer plus précocement les situations à risque et d'agir rapidement, couvrant les divers moments et environnements de vie des enfants.
- » Développer des campagnes numériques sur des plateformes populaires telles que TikTok, WhatsApp, Facebook ou X, afin de toucher directement les jeunes et leur entourage; des campagnes visuelles dans l'espace public; ainsi que des caravanes de sensibilisation itinérantes qui peuvent jouer un rôle dans l'éducation aux droits de l'enfant, en atteignant les zones les plus reculées et les groupes les plus marginalisés. Ces actions s'inscrivent dans une logique de service continu, proche des populations et accessible à toutes les familles.

Participation des enfants et des communautés

- » Mobiliser les leaders communautaires, religieux et traditionnels en tant que figures reconnues par les enfants, afin de contribuer à la prévention et à la sensibilisation autour de l'exploitation et des abus sexuels. Les garçons participants aux consultations ont mentionné eux-mêmes l'importance des mécanismes communautaires tels que les conseils de sages, le soutien de la famille élargie et les réseaux d'entraide: renforcer ces structures contribuerait à créer un environnement protecteur durable et reconnu par les enfants.
- » Organiser des programmes de sensibilisation qui visent à remettre en question les normes sociales rigides et à promouvoir une éducation basée sur le

dialogue et le respect mutuel, dans le cadre d'un dialogue intergénérationnel. Encourager les pères, en particulier, et les parents et les modèles masculins en général, à s'impliquer davantage dans l'éducation des garçons et dans la formation aux droits de l'enfants, ce qui permettrait de transmettre des valeurs positives et de transformer les rôles de genre traditionnellement acceptés.

- » Intensifier les campagnes de sensibilisation communautaire, que ce soit en personne, par la radio ou à travers la création de comités communautaires de vigilance.
- » Accompagner ces efforts de solutions éducatives concrètes et orientées à la formation professionnelle à l'intérieur des communautés pour les enfants les plus exposés au risque.

Données et preuves

- » Assurer une diffusion large et stratégique des résultats de recherches sur l'exploitation et les abus sexuels d'enfants, y compris les données sur les risques et les défis spécifiques auxquels sont confrontés les garçons en matière de protection, grâce à des approches diversifiées et adaptées au contexte, conçues pour différents publics. Cela comprend la publication de rapports en formats accessibles, l'organisation de campagnes de sensibilisation dans les médias locaux, la production et diffusion de supports visuels (affiches, vidéos, infographies) dans les langues nationales, la tenue d'ateliers communautaires avec les groupes et cellules de protection existantes, ainsi que des sessions de formation à destination des acteurs de terrain et des décideurs, afin de sensibiliser, de lutter contre la stigmatisation et de promouvoir des mesures de protection de l'enfance éclairées et inclusives qui tiennent compte des expériences souvent négligées des garçons.

- » Améliorer les systèmes de collecte et de gestion des données afin de garantir une documentation complète et fiable des cas d'abus et d'exploitation sexuels des garçons. Cela devrait inclure la collecte systématique de données désagrégées par sexe, âge, handicap, type d'abus/d'exploitation, profil de l'enfant et de l'auteur, ainsi que des recherches qualitatives ciblées afin d'informer l'élaboration de politiques publiques sensibles au genre et à l'intersectionnalité. L'ensemble de ces efforts devrait être lié de manière cohérente aux systèmes de protection de l'enfance pour assurer un suivi intégré et efficace.



LA PAROLE AUX GARÇONS: LEURS IDÉES POUR AGIR

- » Les conseils des sages, le soutien de la famille élargie et les réseaux d'entraide communautaire ont été identifiés par les enfants comme des facteurs de protection; il est donc essentiel de renforcer ces mécanismes et de travailler en collaboration étroite avec les structures communautaires existantes.
- » Multiplier les centres de santé, les écoles, les structures d'accueil pour enfants vulnérables et travailler pour une majeure implication des leaders religieux et communautaires et des ONG.
- » Les parents doivent être davantage formés aux droits des enfants et aux risques d'exploitation, avec l'implication active des leaders traditionnels et religieux dans ces actions de sensibilisation.
- » Les enfants établissent un lien entre la précarité économique et le risque d'exploitation et d'abus, et recommandent la création de parcours favorisant leur autonomie financière.



328/1 Phaya Thai Road,
Ratchathewi, Bangkok,
10400, Thaïlande

Téléphone: +662 215 3388
Courriel: info@ecpat.org
Site web: www.ecpat.org

Pour plus d'informations:

